

AA

TRANSFORMATIONS REGIONALES  
ET STRUCTURE DE L'EMPLOI DANS LE CENTRE-OUEST

coste em Brasilien

Communication au colloque international :  
"ESTRUTURA DO EMPREGO E DINAMICA ESPACIAL  
DA FORCA DE TRABALHO"

Salvador de Bahia 10-13 Novembre 1985

CATHERINE AUBERTIN  
Economiste de l'ORSTOM

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

26.09.87

N° : 26069

Cote : B

ex 1

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE DE L'UNIVERSITE DE BRASILIA

B26069

Entre les recensements de l'IBGE de 1970 et 1980, le Centre-Ouest brésilien (composé des états de Goiás, Mato Grosso, Mato Grosso du Sud, Rondonia et du District Fédéral) a vu sa population croître de 56%, deux fois le taux de croissance national (27,8%), passant de 5 à 8 millions d'habitants, essentiellement grâce aux importants courants migratoires vers les "nouvelles frontières".

Pendant cette même période, les établissements agricoles ont incorporé 121 millions d'hectares de nouvelles terres, soit une augmentation de 45,2% des surfaces destinées à l'élevage et à l'agriculture. Les productions de soja, de riz et de maïs ont respectivement été multipliées par 79, par 2 et par 2,5. Enfin, la population des villes a plus que doublé (+ 115%).

Ces chiffres pourraient laisser croire que le Centre-Ouest est une région grande consommatrice de force de travail. Or, la rareté et la précarité de l'emploi, et davantage encore l'inégalité dans la distribution des revenus entre la ville et la campagne et entre les différents secteurs économiques, sont parmi les problèmes structurels les plus criants de la région. Nous nous proposons ici de retracer les principales caractéristiques qui pèsent sur l'utilisation et la rémunération de la force de travail et de les replacer dans le contexte des bouleversements que connaît le Centre-Ouest.

Le rôle, certains disent "la vocation" du Centre-Ouest, est d'être une région exportatrice de produits agricoles non ou peu transformés, et d'attirer des migrants en quête de terres sur ses fronts pionniers. Cette situation, le résultat d'un processus historique de formation régionale que l'on se contentera d'évoquer ici, structure l'offre et la qualité de l'emploi. C'est pourquoi nous analyserons surtout les caractéristiques de l'agriculture qui conditionnent non seulement l'emploi dans le secteur primaire, mais aussi l'ensemble de l'emploi régional : l'instabilité des fronts pionniers, l'avancée de la modernisation de l'agriculture, la politique de colonisation, la structure foncière, l'occupation de l'espace par l'élevage et les cultures mécanisées... L'emploi agro-industriel se ressent de la condition de l'agriculture et de la domination des états du Sud-Est et du Sud. Enfin, les villes dont les principales activités productives sont concentrées dans le secteur du bâtiment et des travaux publics et le secteur "informel", vivent surtout des activités tertiaires dépendantes des services et du commerce accompagnant le développement agricole et urbain, ainsi que du contrôle administratif, c'est à dire de transferts en provenance de l'agriculture et de l'administration.

### UNE REGION DE FRONTS PIONNIERS INSTABLES...

La région Centre-Ouest fournit un bon exemple de succession de fronts pionniers. Ils se succèdent dans le temps : après les différentes vagues de peuplement des bandeirantes et les colonisations militaires, les projets de colonisation agricole se multiplient dès le début du siècle ( déjà en 1896, une loi autorise le gouvernement du Goiás à favoriser l'immigration étrangère) . On retiendra surtout les colonisations nationales des années 40 (Ceres, Dourados), et, des années 70 jusqu'à aujourd'hui , les actions de la colonisation publique de l'INCRA au Rondonia et de la colonisation privée dans le Nord du Mato Grosso. Mais, la colonisation encadrée reste , sauf au Rondonia, le plus souvent marginale par rapport aux mouvements d'occupation spontanée et d'intégration de nouvelles terres pour la production et la spéculation.

Les fronts pionniers peuvent aussi se déplacer selon des types de sol : après l'occupation des anciennes zones de forêts tropicales, jugées alors seules propices à l'agriculture, les progrès techniques de l'agriculture et des choix géopolitiques ont conduit à occuper la forêt amazonienne , puis les terres de cerrado maintenant supports des discours sur les terres "libres" à mettre en valeur . Ils se déplacent également dans l'espace selon un axe Est-Ouest et Sud-Nord, en sens inverse des grands courants migratoires nationaux vers les métropoles du Sud-Est et du littoral. Ceci, sans pour autant que le passage d'un front en un lieu soit définitif , car le "front"

dépend également du type de production agricole en vogue : d'une production alimentaire devant approvisionner les villes, voire l'Europe en guerre, on est passé à une agriculture commerciale destinée à une transformation industrielle et à l'exportation ; les nouvelles orientations gouvernementales viseraient désormais à la satisfaction de la consommation intérieure. Certains fronts basés sur la production de produits vivriers sont redevenus des frontières agricoles avec le soja.

On reste frappé devant le caractère répétitif et changeant de ce mouvement de frontière qui assigne chaque fois à une région une nouvelle fonction productive dans un contexte humain en perpétuelle modification. La production comme l'occupation humaine , se caractérise par une très forte instabilité impropre à une utilisation permanente de la force de travail.

#### ...ET D'EXODE RURAL

Car , entre 1970 et 1980, et la tendance se poursuit aujourd'hui, malgré les chiffres de migrations qui accusent des soldes globaux positifs, la région connaît de nombreuses situations d'exode rural : 66% des municipes du Goias, 55% des municipes du Mato Grosso du Sud ont des taux de croissance de population inférieurs au taux national ; la balance migratoire de la population du Goias est négative . Ce sont les régions vides qui se peuplent. Les régions d'occupation plus dense et ancienne se dépeuplent, n'arrivant pas à stabiliser ni leur

production , ni leur population rurale. Globalement, la population rurale stagne avec un taux de croissance de 1% seulement . Tout se passe comme si la totalité du gain de population entre 1970 et 1980 n'avait bénéficié qu'aux villes dont la population a plus que doublé (+115%). La proportion de population économiquement active (PEA) employée dans l'agriculture s'en ressent : elle représentait 53,7% du total de la PEA de la région en 1970, elle ne représente plus que 33,8% en 1980 (Tableau I).

Deux phénomènes dominant dans le monde rural : la modernisation des conditions de la production agricole et la politique de colonisation. La modernisation du monde agricole accélère la réorganisation des rapports de production , réduisant les besoins en main d'oeuvre . La croissance de l'emploi agricole entre 1970 et 1980 , mesuré par la croissance de la PEA dans les recensements démographiques de l'IBGE, n'a été que de 1% par an en moyenne (Tableau II), parallèlement, la productivité a augmenté de 50%, la production de grains ayant été multipliée par trois. Quant aux projets de colonisation , ils peinent à fixer à la terre des familles pourtant désireuses de devenir propriétaires de leur lot et de se consacrer à l'agriculture et à l'élevage.

#### MODERNISATION DE L'AGRICULTURE...

L'exode rural est lié aux transformations du

travail à la campagne. Les "agregados", qui vivaient en relations plus ou moins pacifiques avec les "fazendeiros", deviennent rarement des salariés agricoles. La valorisation des terres, la mécanisation, et paradoxalement le statut du travailleur rural, poussent les propriétaires à les expulser. L'emploi rural est faible et dépend surtout de la petite propriété : On compte 1 emploi en moyenne pour 15 ha dans les établissements agricoles de superficie inférieure à 100 ha, et 1 emploi pour 1000 ha dans les établissements supérieurs à 10.000 ha . La moitié des personnes occupées dans l'agriculture et l'élevage, le sont sur des propriétés inférieures à 100 ha (IBGE 1980). Les travailleurs ruraux rejoignent alors les villes qui peuvent absorber une main d'oeuvre agricole (deviennent "boias frias"), dans les régions de culture de canne à sucre, de coton, de défrichements, ou vont chercher des terres plus à l'Ouest.

Ces transformations, cette "modernisation" de l'agriculture s'effectuent à grande échelle dans le Sud du pays. Les petits propriétaires vendent leur lot devenu trop exigü pour les besoins de leur famille et achètent plus grand, plus loin. On les retrouve en ville, dans les régions de culture du soja et dans les colonies privées du Mato Grosso. Ils cherchent à employer un minimum de main d'oeuvre et jouent surtout sur les crédits à la production et à la commercialisation, quand ils ne sont pas en mesure de spéculer sur le marché international.

On assiste également au phénomène de parcellisation des terres trop fatiguées après une génération de cultures sans amélioration de la terre. Le petit propriétaire est également contraint à la vente et à la migration. Il est rare que la ville la plus proche puisse l'accueillir. Cette situation s'observe, par exemple, dans le Mato Grosso de Goiás où la majorité des petites villes stagnent, alors que Goiania connaît une croissance explosive.

#### ... ET COLONISATION

Mais l'exode rural atteint également les fronts pionniers. Le petit colon ne peut se maintenir sur la terre, souffrant du manque d'infrastructure pour écouler sa marchandise ou pour satisfaire les besoins de sa famille, des limites de sa force de travail (main d'oeuvre familiale insuffisante, santé défaillante dans des régions de forte malaria), du manque de capital pour recruter des manoeuvres ou pour moderniser son exploitation, il épuise le sol par des techniques culturelles mal appropriées. Sans éducation, il est mal armé devant le jeu des innombrables acteurs qui évoluent autour de l'établissement des titres de propriété, devant l'accès au crédit qui pourrait lui permettre de planter des cultures pérennes. La spéculation sur les terres au fur et à mesure de l'avancée des routes, enfin l'attitude des sociétés de colonisation publique (INCRA) ou privées, débordées par le nombre de migrants, incapables, faute de moyens ou de volonté, d'assurer



l'encadrement nécessaire, ou simples marchandes de terres, tout concourt à éliminer le petit producteur et à accroître les difficultés de la production vivrière dont il est le principal fournisseur.

#### UNE STRUCTURE AGRICOLE PEU CONSOMMATRICE DE MAIN D'OEUVRE

Cette instabilité de la production et de la force de travail est liée également à une structure agricole peu consommatrice de main d'oeuvre. Nous avons vu que de la taille de l'établissement dépend le nombre d'emplois ruraux, or le Centre-Ouest est une région de très forte concentration foncière : on y recense 58,7% des établissements brésiliens de plus de 10.000 hectares. On y observe une situation en forme de slogan : 6% des établissements occupent les 2/3 des superficies, les 2/3 des établissements, les plus petits, occupent 6% des surfaces!

Par ailleurs, la modernisation de l'agriculture, les records de production du soja et du riz, le développement de nouvelles cultures en Amazonie (cacao, hévéa, guarana...) masquent le fait que l'occupation des terres, la "mise en valeur" du Centre-Ouest s'effectue avant tout par la progression des pâturages, naturels ou plantés. C'est à dire, par l'expansion d'une activité peu productive qui demande peu de main d'oeuvre pour beaucoup d'espace. En activité dominante ou non, ce sont 90% des établissements qui s'adonnent à l'élevage (Tableau II).

Le riz, dans la plupart des cas, est une

culture itinérante liée au défrichage et à l'élevage. On plante le riz pour ouvrir les champs qui seront consacrés par la suite à l'élevage. Le défrichage et la culture du riz attirent une importante main d'oeuvre, souvent simplement rémunérée en nature par les premières récoltes de riz, qui devra partir plus loin une fois le pâturage formé.

L'agriculture est une activité minoritaire, les terres agricoles ne représentent que 7% des surfaces recensées, l'élevage couvre huit fois cet espace (Tableau II). De plus, la très grande majorité des cultures (92,7% contre 78,7% pour l'ensemble du Brésil) sont des cultures temporaires, c'est à dire, non seulement soumises aux périodes de récoltes, mais extrêmement instables et susceptibles de disparaître d'une année à l'autre : ainsi le riz, simple prélude aux pâturages, ainsi le soja, actuellement confronté à des cours d'achat qui ne suivent pas le rythme de l'inflation.

La production du Centre-Ouest est peu diversifiée. La viande représente à elle seule 57% de la valeur de la production des établissements agricoles. Les produits agricoles les plus importants, riz, soja et maïs, atteignent 67% de la valeur totale de la production végétale en 1980. Le riz, seul, atteint 35%. Les produits vivriers traditionnels sont peu représentés. Ce sont les petites propriétés de moins de 100 hectares qui sont responsables de 61% de la production de haricot, de 53,5%

de celle du manioc, de 33,3% de celle du maïs. Et ce sont justement ces cultures dont les productivités stagnent ou décroissent, faute d'intérêt que leur porte la recherche agronomique, faute d'une politique de prix agricoles rémunérateurs, mais aussi reflet des conditions de production qui se dégradent. La productivité du haricot est passée de 0,6 tonne à l'hectare à 0,4, le manioc de 15,7 à 14,4 et le maïs de 1,1 à 1,2, alors que le soja passe dans le même temps de 1,04 à 1,84.

Or, ce sont les responsables de la production vivrière qui fournissent les plus gros contingents de migrants, que ce soient les petits propriétaires ou que ce soient les familles d'"agregados" qui vivaient plus ou moins pacifiquement sur les grandes propriétés aujourd'hui exploitées "rationnellement" avec une main d'oeuvre réduite au minimum et salariée au mois.

Chaque type de culture consomme une quantité déterminée de force de travail. Les produits dominants dans le Centre-Ouest sont les produits qui réclament le moins de force de travail. La proportion du coût de la main d'oeuvre dans les coûts de production du riz, du soja et du blé est, respectivement, de 12%, de 3% et de 14,7%. Celle du maïs, du haricot et du coton est, respectivement de 28%, de 30% et de 34% (DPR-SUDECO). Pour fixer les idées grossièrement, bien qu'il soit utopique de vouloir donner des normes de temps de travaux dans l'absolu, on peut admettre qu'en période de croisière, les cultures pérennes réclament au moins un travailleur pour 10

hectares (le cacao réclame un travailleur pour 3 hectares, l'hévéa un pour 10 hectares, le manioc un pour 1 hectare, la culture du ver à soie un pour 5 hectares... quand la culture du soja réclame en moyenne un emploi pour 100 hectares, l'élevage extensif pouvant se contenter d'un travailleur pour 1000 hectares ! De fait pour le Centre-Ouest, les statistiques de l'IBGE donnent une personne occupée pour 2,3 ha d'horticulture, une pour 159 ha d'élevage et une pour 42 ha d'agriculture. Aussi, il ne faut pas être surpris de trouver dans le recensement agricole de l'IBGE pour le Centre-Ouest une personne occupée pour 80 hectares, alors que la moyenne nationale se situe autour d'une personne occupée pour 17 hectares, encore s'agit-il de personnes occupées et non de personnes salariées et encore moins d'emplois permanents.

## L'EMPLOI AGRO-INDUSTRIEL

L'agriculture du Centre-Ouest offre peu de base pour une industrialisation conséquente.

En amont, les équipements et les matières consommables (engrais, pesticides, carburants...) sont exportés d'autres régions, on ne compte quelques emplois que dans les gisements de calcaire et les mines de phosphate de la région. L'agriculture est, soit traditionnelle sans recours à un marché de biens d'équipement, soit intensive, utilisant des produits à forte technologie que la région ne peut offrir. Quant à l'élevage, activité dominante dans la région, il ne consomme pratiquement ni équipements, ni produits intermédiaires.

En aval, l'agro-industrie est peu développée. L'économie du Centre-Ouest est surtout organisée pour l'exportation de matières premières agricoles brutes. L'instabilité des productions, que ce soit en qualité ou en quantité, le faible nombre de produits susceptibles d'être transformés et le marché de consommation locale extrêmement réduit ne favorisent pas l'installation d'unités agro-industrielles.

Les entrepreneurs locaux ont à subir la concurrence des industriels des états plus développés qui bénéficient d'économies d'échelle, d'une meilleure infrastructure de transport et de commercialisation, de source d'énergie fiable, d'une main d'oeuvre déjà formée (sur tous ces plans le Centre-Ouest est réellement une

région pionnière) et d'une législation beaucoup plus favorable due au poids politique de ces états. Enfin, la politique des grands groupes aux intérêts extérieurs à la région qui implantent des filiales dont le but est davantage de drainer les produits et d'occuper le terrain face à la concurrence que d'assurer une transformation diversifiée et intégrée, réalisant leur bénéfice en bout de chaîne au siège de l'entreprise, à Sao Paulo ou dans les états du Sud, n'est pas propice à développer la région. Et ce d'autant plus que les avantages accordés par les gouvernements des états et la SUDAM (dans la partie "amazonienne" du Centre-Ouest : Rondonia, Mato Grosso et Nord du Goias) sont rarement compensés par les effets induits qu'on aurait pu attendre du fonctionnement de ces entreprises.

Le nombre d'emplois créés par l'agro-industrie est faible au vu de l'importance de l'investissement. La part des salaires versés est souvent négligeable par rapport aux coûts de production. Un exemple extrême parmi les projets financés par la SUDAM : une usine de soja traitant 600 tonnes par jour ne crée guère que 80 emplois permanents pour une immobilisation de l'ordre de 225.000 US dollars et les salaires n'entrent que pour 1,5% de son chiffre d'affaires...

Les données de l'IBGE ne permettent pas de calculer le nombre d'emplois offerts par l'agro-industrie. C'est un chiffre très variable en fonction de l'époque

des récoltes . Il englobe souvent la part agricole de l'entreprise et dépend alors du type de contrat passé avec le fournisseur de matière premières qui peut être un simple salarié ouvrier agricole de l'industrie, ou adhérent à une coopérative ou encore producteur libre sur contrat.

Si chaque grosse unité agro-industrielle offre un nombre absolu d'emplois assez important, il faut cependant rappeler que les états du Centre-Ouest ne possèdent que peu d'unités de ce type. Jusqu'en 1984 , seul le Mato Grosso du Sud possédait une usine de soja à Fatima do Sul. Pour des raisons de concurrence et de marché, leur nombre ne peut se multiplier.

Par ailleurs, on notera que les filières agro-industrielles du soja et du boeuf sont des filières pauvres en création d'emplois, tant dans la partie agricole (environ une personne pour 100 hectares pour le soja, une personne pour 200 têtes pour l'élevage de boucherie) que dans la partie industrielle dont les usines, pour des raisons de rentabilité , ont pourtant une forte capacité de traitement.

Nous proposons ici quelques normes rencontrées lors de nos enquêtes. Les unités de consommation ou de production employées ne sont pas homogènes afin de mieux rendre compte de la réalité de l'activité qui n'est pas régulière tout au long de l'année et qui dépend des particularités de chaque usine .

EMPLOIS OFFERTS PAR DES ENTREPRISES AGRO-INDUSTRIELLES

DU CENTRE-OUEST

<u>entreprises</u>	<u>matieres premières consommées ou production</u>	<u>nombre d'emplois</u>
Laiteries	80.000 litres/jour	180
	50.000 litres/jour	122
Frigorifique	500 têtes/jour	413
	500 têtes/jour	350
Tannerie	300 cuirs/jour	120
Fabrique de sels monéraux à partir d'os	100 tonnes/mois	40
Scierie	1.200 M3/mois	40
Scierie et industrie du bois	500 M3/mois	60
Fabrique de contre plaqué	150.000 M2/mois	60
Fabrique de meubles	10 M3/mois	20
Industrie de semences	3.000 tonnes/an	40 +238 part agricole
Moulin à blé	25 tonnes/jour	7
Usine d'huile de soja semi-raffinée	300 tonnes /jour	50 150 pendant récolte
Usine d'alcool de manioc-prévision	150.000 litres/jour	300 +1.500 part agricole
Elevage et réfrigé- ration de poulets	2.700 poulets/jour	32
Fabrique de pâtes alimentaires	3 tonnes/jour	10



## LE SOUS-EMPLOI URBAIN

Les deux tiers de la population du Centre-Ouest résident désormais dans les villes. Ces villes sont-elles susceptibles de fixer les migrants, de structurer des fonctions productives, d'offrir des emplois ?

De toutes les enquêtes, il ressort que le sous-emploi est omniprésent et que les villes ont peu d'activités productives. Dans toutes les villes, environ 20% de la population active tire ses revenus du secteur primaire. Ce sont essentiellement les "boias frias" que leurs employeurs ne laissent pas loger sur le lieu de leur emploi par peur de mouvements revendicatifs sur les terres et qui profitent de leur résidence urbaine pour trouver un emploi agricole, car le marché du travail agricole se trouve en ville. Ce sont également les colons, dont les conditions de vie sont trop précaires sur le lot, et les garimpeiros, qui attendent la fin de la saison des pluies pour retourner sur leur lieu de travail. Ces emplois saisonniers changent la physionomie des villes tout au long de l'année.

L'industrie est très peu développée. Le secteur du bâtiment et travaux publics concentre officiellement les 2/3 de l'emploi industriel. Soumis à de grandes variations saisonnières et à l'irrégularité des commandes de l'administration, les employés du bâtiment sont en situation de perpétuel sous-emploi.

## LA MICRO-ENTREPRISE

Les petites et micro - entreprises, qui appartiennent au milieu "informel" urbain pour la plupart, ont la réputation d'être créatrices d'emplois. Si l'on rapporte le nombre de personnes employées par l'entreprise au chiffre d'affaires ou aux immobilisations, cette réputation est largement justifiée. A titre d'exemple, les 72 chefs d'entreprise ayant suivi les cours du CEAG de Cuiaba en Octobre et Novembre 1984, employaient en moyenne 8 personnes pour un chiffre d'affaires par travailleur d'environ 130 ORTN ( 925 U.S. dollars).

Le recensement industriel de 1980 montre que les plus petites industries (C.A. inférieur à 500.000 cruzeiros) sont responsables respectivement de 15% et 11% de l'emploi industriel du Mato Grosso et du Mato Grosso du Sud, et de 2,2% et 2,5% des salaires versés, alors que la valeur de leur production n'excède pas 1,7% et 0,8% de la production industrielle.

Ce fort recours à la main d'oeuvre est cependant à relativiser au vu des faibles salaires annuels moyens distribués par ces entreprises : 106.000 et 136.000 cruzeiros de 1980, quand le salaire industriel moyen était de 717.000 et de 599.000 cruzeiros dans le Mato Grosso et le Mato Grosso du Sud respectivement. La part des salaires ne pèse d'ailleurs pas particulièrement sur les coûts de production (12% et 15,9%). La petite entreprise reste une solution précaire au problème de l'emploi.

Cependant nous butons ici sur des problèmes de saisie statistique. Dans les petites entreprises, la main d'oeuvre est souvent familiale et non salariée, les déclarations officielles d'emploi ne sont pas systématiques, l'emploi n'est pas permanent, les revenus du chef d'entreprise et d'une partie de la main d'oeuvre familiale sont probablement perçus sur les bénéfices, déclarés ou non, et non sur les salaires. Le recensement fait état de "personnel occupé" et non d'emplois salariés, et la distinction entre revenus et salaires n'est pas faite.

Enfin, beaucoup de petites entreprises ne sont pas prises en compte dans le recensement industriel : celles qui sont davantage marquées par une activité de prestation de services industriels, certaines activités des industries graphiques, les agro-industries localisées dans une exploitation agricole. Certaines branches sont plus favorables à la petite industrie. Citons : la transformation de minerais non métalliques (fabrique de briques et de matériaux de construction), l'industrie du meuble et certaines fabrications alimentaires.

Il semble évident que la petite industrie n'est pas le lieu privilégié du salariat et il est difficile de prétendre qu'elle est déterminante en matière d'emploi industriel. Au delà des difficultés statistiques, il conviendrait, avant de présenter la petite entreprise comme une solution aux problèmes de l'emploi urbain, de bien distinguer les petites entreprises intégrées au

processus économique et susceptibles de se développer grâce à une réglementation plus souple et à un encadrement insistant surtout sur la formation, et les petites entreprises qui ne sont qu'une réponse précaire à la misère urbaine, simple stratégie de survie qui participent de la reproduction de cette misère.

#### PREDOMINANCE DU SECTEUR TERTIAIRE

Dans les grandes villes, c'est le secteur tertiaire qui prédomine. Il est responsable dans le Centre-Ouest de plus de la moitié des revenus distribués et des "personnes occupées". L'administration fournit une grande partie des emplois salariés permanents et son action redistributrice maintient en survie précaire toute une partie de la population : employées domestiques, secteur informel, bénéficiaires de l'aide publique et des actions de promotion sociale, bénéficiaires des retombées du clientélisme lors des élections...

Le secteur du commerce et des transports est totalement orienté vers et pour le Sud et le Sud-est. Ces circuits sont contrôlés par des sociétés extérieures à la région qui réalisent la valeur ajoutée en bout de chaîne, à leur siège.

Les fonctions urbaines accusent une fragilité excessive : elles ne créent que très peu de valeur et d'emplois stables, sont dominées par l'extérieur et dépendent du dynamisme agricole, dont elles profitent

davantage qu'elles ne le suscitent, des redistributions directes ou indirectes de l'administrations et du dynamisme populationnel dû à l'afflux de migrants qui ne peuvent se fixer à la terre et qui doivent survivre en ville.

#### CONCLUSION : ANALYSE DE LA REPARTITION DES REVENUS

L'analyse de la répartition des revenus entre secteurs (Tableaux III et IV) nous semble pouvoir constituer la conclusion de ce travail.

Confrontons les tableaux I et III. Le secteur agricole qui regroupe 33,8% de la population économiquement active ne reçoit que 22,5% des revenus distribués en 1980. L'industrie, avec 16,7% de la PEA, reçoit 15,2% des revenus accusant ainsi la quasi inexistence d'emplois salariés permanents dans la plupart de ses branches (construction civile, industrie du bois, agro-industrie, micro-entreprises...). Le secteur tertiaire est le grand bénéficiaire, employant 49,5% de la PEA, il distribue 62,3% des revenus. Cela s'explique par le poids des salaires des fonctionnaires et par les fortes marges que les acheteurs-exportateurs de matières premières et les vendeurs-importateurs de matières

consommables et de produits finis tirent de l'activité agricole et urbaine (approvisionnement des villes). Pourtant, une partie des revenus du commerce et des services n'apparaissent pas ici car ils sont distribués dans les états d'origine des sociétés intervenant dans le Centre-Ouest. L'urbanisation accélérée s'explique également par la possibilité de meilleurs revenus : le revenu urbain moyen per capita est de 1,33 salaire minimum, il n'est que de 0,76 dans l'agriculture. C'est en ville, dans les activités urbaines, que se concentre la richesse engendrée par les activités agricoles.

Cette situation, qui s'observe d'ailleurs avec la même intensité à l'échelle nationale, est particulièrement préoccupante dans le cas du Centre-Ouest dont la fonction productive motrice est l'agriculture. La production se modernise, la productivité augmente au prix de lourds coûts sociaux comme l'exode rural, sans pour autant que le secteur agricole n'en bénéficie. Les revenus restent très bas, les modalités de la production restent très instables et les infrastructures du cadre de vie (électrification rurale, santé, éducation...) restent médiocres, les investissements sociaux étant réservés au domaine urbain.

Le prix payé par l'agriculture pour son développement profite avant tout aux villes et à un secteur tertiaire que l'on hésite toutefois à traiter globalement de parasitaire car il assure malgré tout des conditions de survie aux exclus de la production agricole.

On peut cependant se demander quel peut être à moyen terme l'avenir d'une agriculture, support d'un développement régional, qui ne peut structurellement tirer de son activité et de ses gains de productivité, les garanties de sa propre stabilisation et des conditions de vie décente pour ses travailleurs. C'est également se demander quel peut être à moyen terme l'avenir de la région Centre-Ouest.

#### SOURCES STATISTIQUES

IBGE : Recensements économiques (Agropecuaria, Industria, Comercio, Serviço) et démographiques (Mao de obra) de 1970 et de 1980

SUDECO - DPR : Plan de développement régional du Centre-Ouest . Brasilia, 1985.

- Synthèse générale et propositions préliminaires
- Diagnostics-synthèses sectoriels
- Régionalisation des activités agricoles

PEA = Population Economiquement  
Active.

TABLEAU I  
STRUCTURE PAR SECTEUR DE L'EMPLOI  
CENTRE-OUEST

S E C T E U R S	1 9 7 0		1 9 8 0		TAUX MOYEN ANNUEL DE CROISSANCE
	PEA		PEA		
		%		%	
AGRICULTURE-ELEVAGE	844.567	53,68	939.725	33,79	1,07
ACTIVITÉS INDUSTRIELLES	182.436	11,60	465.045	16,72	9,8
COMMERCE	97.957	6,23	268.113	9,64	9,30
TRANSPORTS ET COMMUNICATION	54.189	3,44	115.434	4,15	7,22
SERVICES	180.637	11,48	521.546	18,76	9,71
ACTIVITÉS SOCIALES	72.914	4,63	193.487	6,96	9,05
ADMINISTRATION	80.633	5,12	185.964	6,69	8,75
AUTRES ACTIVITÉS	60.069	3,82	91.517	3,29	4,15
T O T A L	1.573.402	100,0%	2.780.831	100,0%	5,86

SOURCE : RECENSEMENTS DÉMOGRAPHIQUES 1970-1980 -- IBGE

DPR - SUDECO



TABLEAU II

UTILISATION DES TERRES DU CENTRE-OUEST - 1980

(ETABLISSEMENTS)

<u>UTILISATION DES TERRES</u> (HA)	TOTAL CO	TOTAL %	MT	DF	RO	GO	MS
CULTURES (I)	8.029.196	7,18	1.851.133	60.491	412.758	3.922.756	1.782.058
PÂTURAGES	68.418.554	61,23	14.779.703	128.947	752.837	31.422.129	21.334.938
FÔRETS	28.895.049	25,86	13.429.521	37.095	3.829.918	6.967.255	4.631.260
NON UTILISÉES	6.406.255	5,73	2.494.093	37.911	73.537	2.960.905	839.809
TOTAL	111.749.054	100,00	32.554.450	264.444	5.069.050	45.273.045	28.588.065

RECENSEMENT AGRICOLE - IBGE 1980

(I), CULTURES dont terres en repos

TABLEAU III

REVENU TOTAL EN POURCENTAGE, SELON LES SECTEURS - 1980

	AGRICULTURE		INDUSTRIE		SECTEUR TERTIAIRE		TOTAL	
	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%		%
RONDÔNIA	109.884	30,1	62.884	17,0	193.076	52,9	365.137	100
MATO GROSSO DU SUD	355.553	28,3	197.185	15,7	701.876	55,9	1.254.614	100
MATO GROSSO GOIÃS	270.976	31,2	145.424	16,8	451.022	52,0	867.422	100
DISTRICT FEDERAL	31.508	1,5	522.860	12,1	1.808.805	86,4	2.093.173	100
CENTRE-OUEST	1.680.511	22,5	1.133.389	15,2	4.644.710	62,3	7.458.619	100
BRÉSIL	-	14,2	-	29,9	-	55,9	-	100

SOURCE : RECENSEMENT DEMOGRAPHIQUE (main d'oeuvre) - Unité : Salaire Minimum Mensuel  
IBGE - 1980.

SUDECO - DPR.

TABLEAU IV

REVENUS MOYENS PAR PERSONNE OCCUPÉE  
ET PAR SECTEUR DANS LE CENTRE-OUEST - 1980 \*

	AGRICULTURE ELEVAGE	INDUSTRIE	TERTIAIRE	TOTAL
RONDÔNIA	1,23	2,70	3,40	2,16
MATO GROSSO	1,67	2,29	3,04	2,32
MATO GROSSO DU SUD	2,02	2,26	3,02	2,53
GOIÃS	1,82	2,25	2,69	2,25
DISTRICT FÉDÉRAL	2,89	3,17	4,84	4,51
CENTRE-OUEST	1,79	2,44	3,38	2,68
BRÉSIL	1,27	3,13	3,42	2,67

SOURCE : IBGE. RECENSEMENTS DÉMOGRAPHIQUES - Main d'oeuvre 1980.

SUDECO - DPR

\* UNITÉ = NOMBRE DE SALAIRE MINIMUM PAR PERSONNE OCCUPÉE.